

## EVÉNEMENT

# Carburants: Le grand test de la libéralisation

• Les prix libres à partir de mardi 1er décembre

• Les capacités de stockage seront, en principe, renforcées

LE prix des produits pétroliers sera libre dès mardi 1er décembre. L'Etat qui a accordé une période transitoire de 11 mois au secteur se retirera donc de la fixation des prix des hydrocarbures. La structure des prix réglementaire qui détermine les marges de distribution, le coût du transport ainsi que la rémunération du stockage disparaîtra à compter de cette date. Cette liberté est effective dans la loi depuis juin dernier, date à laquelle les hydrocarbures ont disparu de la liste des produits dont le prix est réglementé.

A partir du mardi 1er décembre, chaque société fixera ses tarifs en

fonction de ses coûts. « Il n'y aura pas de méthode commune. Les prix seront

ainsi que les offres au niveau des points de vente », souligne Adil Ziady, prési-

pital Market explique que « les sociétés pétrolières seront amenées à affûter davantage leurs armes contre les risques de variation du prix de la matière première et de dépréciation des stocks ».

Ceci étant, une question reste posée: les prix vont-ils varier quotidiennement? A priori, plusieurs sociétés pétrolières comptent rester sur la formule de « la quinzaine » pour coller au cycle achat et d'écoulement du produit. « Le changement des prix au quotidien risque d'être difficile à pratiquer », confie un opérateur.

Avec la libéralisation, les rapports entre sociétés pétrolières et leurs franchisés vont changer. Les compagnies ne pourront pas leur imposer un prix de vente mais conseiller un tarif aux gérants des stations-service pour éviter tout dérapage.

Préparé depuis plusieurs mois, le libre jeu de la concurrence dans le secteur pétrolier devrait s'accompagner d'une augmentation des capacités de stockage. Dans la convention signée avec le gouvernement en décembre dernier, le secteur s'y était engagé.

Aujourd'hui, près de 600.000 tonnes sont prévues et ne pourraient être réceptionnées que dans 24 à 36 mois. Ce qui porterait la capacité du pays à 1,6 million de tonnes tous produits confondus représentant ainsi près de 45 jours de stockage. « Même si aucune obligation légale ne l'exige, le suivi du ministère de l'Energie oblige les sociétés pétrolières à maintenir des stocks supérieurs ou égaux à 30 jours », soutient Ziady. □

Khadija MASMOUDI

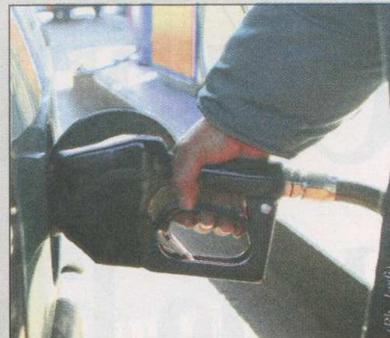


Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

### Les petites stations condamnées?

AVEC la libéralisation, il faudra certainement s'attendre à la disparition de certaines stations-service en particulier celles qui ne font pas beaucoup de volume. La taille critique est de 200 mètres cube par mois. Un niveau que certaines stations n'arrivent pas à assurer puisque leurs ventes ne dépassent pas 20 à 30 mètres cube mensuels. En France par exemple, près de 26 000 stations ont disparu depuis janvier 1985.

Sur d'éventuelles fusions ou rapprochements entre compagnies pétrolières, le secteur préfère rester prudent: « Il faudra attendre de voir comment se comportera le marché avec la concurrence ». Le secteur écarte aussi l'automatisation des stations-service en vue de sauvegarder l'emploi. □



(Ph. Jorff)

déterminés en fonction des frais engagés. C'est la concurrence qui va jouer

du Groupement des pétroliers du Maroc. Les prix pourraient être différents au niveau des points de vente relevant d'une même compagnie. Ceux-ci pourraient tenir également compte des services annexes proposés aux clients par exemple. Mais les premiers mois de la libéralisation ne risquent pas de connaître de grands chamboulements. Le secteur ne s'attend pas à des écarts importants de tarif entre sociétés ni par rapport aux prix pratiqués actuellement et qui constituent les niveaux plafonds. Surtout que tout dépend du cours du baril à l'international ainsi que du taux de change du dollar. Car une baisse du brent pourrait être contrebalancée par une hausse du dollar comme ce fut le cas pour la dernière quinzaine du mois d'octobre. Avec la libéralisation, Youssef Naguib, responsable à BMCE Ca-

# Vivo Energy retrousses ses manches

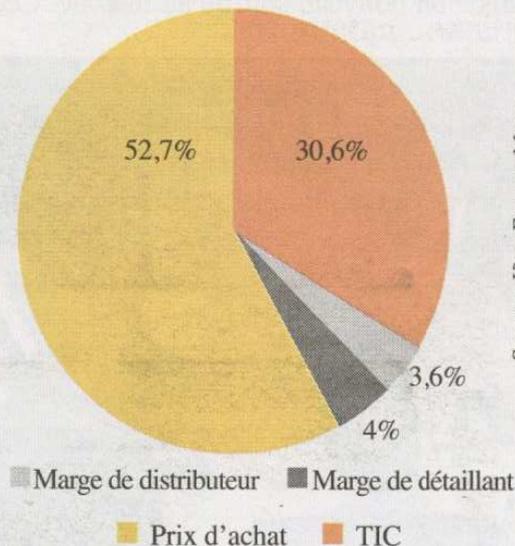


• **Extension de réseau, qualité de l'offre et service, stockage... L'offensive Shell**

• **La baisse des prix ne sera pas systématique au 1er décembre**

**M**IS sous pression pour se préparer – en une année transitoire au lieu de 3 ans dans des marchés plus matures – à la libéralisation des prix, le distributeur d'hydrocarbures se prépare à cette nouvelle configuration de marché. Les marges de manoeuvre seront étroites pour les distributeurs. Les efforts se feront essentiellement sur les marges. Ça se jouera au centime près. Mohamed Raihani, directeur général de Vivo Energy Maroc, est plutôt convaincu que «c'est la qualité et la diversification de l'offre et du service, ainsi que les capacités de stockage», qui feront la différence. Le patron s'empresse d'ailleurs de démonter quelques a priori: «La baisse des prix ne sera pas systématique. A partir du 1er janvier, nous serons totalement à

**Structure du prix à la pompe chez Vivo Energy Maroc**  
(Tarif appliqué à Casablanca sur la période allant du 16 novembre au 1er décembre)



*Le distributeur sécurise son dispositif de stockage. Plusieurs projets sont en cours de finalisation pour l'extension des capacités. L'investissement dédié n'a pas été dévoilé*

Source: Vivo Energy Maroc

la merci du marché international». Sur le registre réglementaire, l'arrivée de la loi sur les hydrocarbures est certes opportune, selon le responsable. Mais cet opérateur pense que l'Etat devrait davantage se positionner en accompagnateur plutôt que de mettre l'accent sur les sanctions et le contrôle sé-

rière. « Cette configuration du marché est inédite pour l'ensemble des intervenants du secteur. Même pour l'Etat. Nous devons donc essayer de passer cette courbe d'apprentissage, ensemble, en bonne intelligence », suggère Raihani. Sur le volet stratégique, le groupe a déjà consenti d'importants investissements sur cet aspect – 100 millions de dollars sur les 5 dernières années – et compte rester sur cet effort financier à court et moyen termes. Cela se fera notamment via la densification et la montée en qualité de son réseau de distribution. Sur ses 340 stations brandées Shell opérationnelles aujourd'hui, une douzaine devrait s'ajouter chaque année. « Nous comptons maintenir ce rythme sur les prochaines années, tout en reprenant des stations aux emplacements stratégiques pour enrichir l'offre », annonce le management. Le groupe avait déjà annoncé quelque 900 millions de dollars d'investissement sur les 5 prochaines années. « Les partenariats développés récemment avec des grandes

chaînes de restauration rapide -notamment Burger King et Monsieur Brochette- entrent dans cette dynamique d'amélioration de la qualité de service dans les stations », rappelle Raihani. Sur le volet approvisionnement, le distributeur rassure, en dépit de l'arrêt de la Samir: « Les membres du GPM se sont mobilisés pour garder un stock stratégique de 30 jours, en plus des stocks utiles variables auprès de chaque opérateur ». Le segment lubrifiants n'est pas en reste. Le groupe vient de rendre opérationnelle l'extension de son site de production de Roches Noires, à Casablanca, pour un investissement de 8 millions d'euros. Si le marché local reste stratégique, l'orientation de l'offre sera plutôt vers les marchés à l'export, plus particulièrement en région subsaharienne. Le groupe s'estime aujourd'hui 2ème du marché avec 23,5% de part sur le marché carburant, et une croissance annuelle supérieure au marché (+2 à 3%). En 2014, le groupe affichait un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de DH. □

S. F.

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)